



EXPLORATION AMSECO LTÉE

RAPPORT DE GESTION POUR L'EXERCICE

CLOS

Le 31 décembre 2016

TABLE DE MATIÈRE

Sommaire

1	DATE	2
2	ÉNONCÉS PROSPECTIFS	2
3	DESCRIPTION DE LA SOCIÉTÉ	2
4	ÉVÉNEMENTS DEL'EXERCICE	3
5	PERFORMANCE GLOBALE	3
6	RÉSULTATS D'EXPLOITATION	3
7	SITUATION FINANCIÈRE ET LIQUIDITÉS	4
8	INFORMATION ANNUELLE CHOISIE	5
9	SOMMAIRE DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS	5
10	RÉSULTATS DE L'EXERCICE	6
11	INSTRUMENTS FINANCIERS	6
12	CONFLITS D'INTÉRÊTS	7
13	ÉVÉNEMENTS SUBSÉQUENTS	8
14	PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES	8
15	CONTRÔLES ET PROCÉDURES SUR L'INFORMATION À FOURNIR	17
16	AUTRES	18

Cette discussion et analyse de la situation financière et des résultats d'exploitation au 31 décembre 2016, se conforme à la règle 51-102 des autorités canadiennes en valeurs mobilières (« ACVM ») en matière de divulgation d'information continue s'appliquant aux émetteurs assujettis. Ce document est un complément et une source d'information supplémentaire et doit être lu en parallèle avec les états financiers audités de l'exercice clos le 31 décembre 2016 d'Exploration Amseco Ltée. (« Amseco » ou la « Société ») lorsque requis. Ce rapport présente les opinions de l'administration sur les activités courantes et les résultats financiers actuels et passés de la Société. Il présente aussi un aperçu des activités prévues dans le futur immédiat. Des renseignements supplémentaires peuvent être obtenus sur le site web www.sedar.com dans la section des documents déposés par Amseco. Toutes les sommes en argent sont en dollars canadiens.

Exploration Amseco Ltée. est un émetteur assujetti selon les lois en valeurs mobilières du Québec, de l'Alberta et de la Colombie Britannique. Les actions ordinaires de la Société se transigent publiquement sur la Bourse de croissance TSX sous le symbole "AEL".

1 DATE

Ce rapport de gestion est pour l'exercice clos le 31 décembre 2016, avec de l'information additionnelle jusqu'au 30 octobre 2017.

2 ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Certains énoncés figurant dans ce rapport de gestion, notamment les énoncés concernant les opinions, les projets, les objectifs, les stratégies, les estimations, les intentions et les attentes de la Société, ainsi que d'autres énoncés ne portant pas sur des faits historiques, constituent des énoncés prospectifs. On peut reconnaître ces énoncés aux termes comme « prévoir », « anticiper », « estimer », « s'attend » et « envisage » ainsi que d'autres termes et expressions similaires. Ces énoncés sont fondés sur l'information disponible au moment où ils sont formulés, sur des hypothèses établies par la direction et sur les attentes de cette dernière, agissant de bonne foi, à l'égard d'événements futurs et ont trait, de par leur nature, à des risques connus et inconnus et à des incertitudes mentionnées aux présentes. Les résultats réels de la Société pourraient différer de façon importante de ceux qu'indiquent ou que laissent entrevoir ces énoncés prospectifs. Par conséquent, il est recommandé de ne pas se fier indûment aux énoncés prospectifs. Ces énoncés ne reflètent pas l'incidence potentielle d'événements spéciaux qui pourraient être annoncés ou avoir lieu après la date des présentes. Sauf si la législation applicable l'exige, la Société n'a pas l'intention de mettre à jour ces énoncés prospectifs pour tenir compte, notamment, de nouveaux renseignements ou d'événements futurs et elle ne s'engage nullement à le faire.

3 DESCRIPTION DE LA SOCIÉTÉ

Exploration Amseco Ltée. est une Société d'exploration minière junior dont le siège social est situé à Montréal, Québec. La Société peut acquérir des propriétés minières partout au Canada. Au 31 décembre 2016, 98 261 452 actions ordinaires de la Société étaient en circulation. La société n'a pas de plan d'exploration dans le futur en rapport avec des claims et propriétés, par conséquent, elles ont toutes été radiées dans les états financiers.

4 ÉVÉNEMENTS DE L'EXERCICE

Depuis la caducité, survenue en 2014, de l'entente intervenue avec divers partenaires pour financer un projet de potasse au Congo, la Société se concentre maintenant sur sa restructuration et la recherche de nouvelles opportunités qui permettront de valoriser la Société au bénéfice des actionnaires.

5 PERFORMANCE GLOBALE

Capitaux propres

Au 31 décembre 2016, les capitaux propres s'élevaient à (253 709) \$ comparativement à (223 276) \$ au 31 décembre 2015. Le déficit accumulé au 31 décembre 2016 est de 14 765 059 \$ comparativement à 14 710 745 \$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2015.

Au cours de des exercices clos les 31 décembre 2016 et 31 décembre 2015 la Société n'a octroyé aucune option.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2016, 2 570 000 bons de souscription sont venus à échéance. Il ne reste aucun bon de souscriptions en date d'aujourd'hui. Au cours de la même période il reste 3 970 000 options en circulation et il n'y avait plus d'options aux courtiers.

6 RÉSULTATS D'EXPLOITATION

Le résultat d'opération pour l'exercice clos le 31 décembre 2016 s'élève à une perte de 54 314 \$ (perte de 127 213 \$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2015).

La variation s'explique principalement par les facteurs suivants :

- i. Les honoraire de gestion pour 2016 sont nuls comparativement à des honoraires de gestion de 72 000 \$ en 2015.
- ii. En 2016, la dépense de loyer s'élève à 900 \$ comparativement à une dépense de loyer de 17 273 \$ pour l'exercice 2015. De plus, en 2015, la Société avait aussi généré des revenus de loyer de 6 186 \$.
- iii. Des frais financiers de 10 307 \$ ont été imputés à l'exercice 2016 comparativement à 316 \$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2015. Ces frais financiers correspondent principalement à la charge de désactualisations relative aux prêts des actionnaires qui ont été évalué à leur juste valeur au moment de la comptabilisation initiale.

Flux de trésorerie

Le flux de trésorerie pour l'exercice clos le 31 décembre 2016 est constitué d'un montant de 92 796 \$ provenant de produit de l'émission de prêts d'actionnaires. Au 31 décembre 2015 on retrouve une disposition de titres négociables pour un montant de 3 355 \$. Les reste de flux de trésorerie constitue des sorties de fonds en lien avec les activités d'exploitation de la Société.

7 SITUATION FINANCIÈRE ET LIQUIDITÉS

Au 31 décembre 2016, le fonds de roulement de la Société est négatif de 238 528 \$ (négatif de 223 276 \$ au 31 décembre 2015) et comprend de l'encaisse pour un montant de 12 127 \$ (découvert bancaire de 203 \$ au 31 décembre 2015). Amseco ne détient plus de fond réservé à l'exploration. L'encaisse disponible au 31 décembre 2016 est de 12 127 \$. La société détient aussi des taxes sur les produits et services à recevoir et autres débiteurs de 23 123 \$ (17 896 \$ au 31 décembre 2015).

Les besoins de fonds de roulement de la Société sont estimés à 75 000 \$.

Afin de s'acquitter de ses obligations financières, la Société utilise des prêts d'argent provenant d'actionnaires et d'administrateurs. Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2016, la Société a obtenu des prêts totalisant 101 796 \$ de la part d'actionnaires (dont 18 796 \$ provenant d'administrateurs de la Société).

7.1 Politique sur les dividendes

Depuis son incorporation, la Société n'a jamais déclaré de dividende au comptant sur les actions en circulation. Il est peu probable que des dividendes soient payés dans un avenir rapproché.

7.2 Arrangement hors-bilan

La Société n'a réalisé aucun arrangement hors bilan.

7.3 Instruments financiers

Les instruments financiers de la Société pourraient être composés d'encaisse et équivalents de trésorerie, des comptes fournisseurs et des prêts d'actionnaires.

7.4 Information concernant le capital

Les objectifs de la Société en matière de gestion du capital sont de faire en sorte qu'elle pourra assurer la continuité de ses activités au bénéfice des actionnaires.

Les prêts d'argent sont présentement les instruments financiers auxquels la Société peut avoir recours pour bénéficier de nouveaux capitaux à faible coût.

La structure du capital de la Société est actuellement composée d'actions ordinaires, de bons de souscription et d'options..

8 INFORMATION ANNUELLE CHOISIE

FAITS SAILLANTS DE TROIS EXERCICES CLOS LES 31 DÉCEMBRE

Description	2016	2015	2014
	\$	\$	\$
Encaisse	12 127	(203)	11 965
Fonds de roulement	(238 528)	(223 276)	(96 063)
Total du passif	288 959	241 172	130 851
Capital-actions	13 403 889	13 403 889	13 403 889
Perte nette	(54 314)	(127 213)	(363 004)
Perte par action (de base et diluée)	(0.001)	(0.001)	(0.004)

9 SOMMAIRE DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS

	2016				2015			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Autres produits	4 396	-	-	-	-	-	-	6 183
Autres charges opérationnelles	(6 414)	7 199	41 315	6 303	27 500	25 717	30 422	50 099
Frais d'exploration et d'évaluation	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat net	(3 893)	(7 199)	(36 919)	(6 303)	(42 546)	(25 717)	(30 422)	(40 888)
Résultat par action	(0.00)	(0.00)	(0.00)	(0.00)	(0.00)	(0.00)	(0.00)	(0.00)

10 RÉSULTATS DE L'EXERCICE

Charge opérationnelle de l'exercice clos le 31 décembre 2016 : 48 403 \$ (133 738 \$ en 2015). Les principales différences sont les suivantes :

- Une dépense de 900 \$ a été comptabilisée comme loyer en 2016 comparativement à une dépense de 17 273 \$ pour la même période en 2015.
- Les honoraires de gestion de l'exercice 2016 sont nuls comparativement à une dépense de 72 000 \$ pour 2015.

11 INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DES RISQUES FINANCIERS

Juste valeur des instruments financiers

Les actifs et passifs financiers courants, qui comprennent l'encaisse, le découvert bancaire et les créanciers et charges à payer, s'approchent de leur juste valeur à cause de leur échéance immédiate ou à court terme.

Exposition et gestion des risques

La Société est exposée à un certain nombre de risques à divers degrés. Le type de risque et la façon dont l'exposition est gérée sont décrits ci-dessous :

i) Risque de marché

Le risque de marché correspond au risque que des variations des prix de marché, comme les cours des monnaies étrangères, les taux d'intérêt et les prix des instruments de capitaux propres, influent sur les produits de la Société ou sur la valeur des instruments financiers qu'elle détient. L'objectif de la gestion du risque de marché consiste à gérer et à maintenir les expositions au risque de marché à l'intérieur de paramètres acceptables tout en optimisant les rendements.

11 INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DES RISQUES FINANCIERS (suite)

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt désigne le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations des taux d'intérêt du marché. L'encaisse et les autres actifs et passifs financiers de la Société ne présentent aucun risque de taux d'intérêt étant donné qu'ils ne portent pas intérêt. Les prêts d'actionnaires portent intérêt à un taux fixe. Par conséquent, ils ne présentent aucun risque lié aux flux de trésoreries futures. La Société n'utilise pas de dérivés financiers pour réduire son exposition au risque de taux d'intérêt.

Risque de change

La Société n'est pas exposée au risque de fluctuation des taux de change compte tenu que toutes ses transactions jusqu'à présent ont été conclues en dollars canadiens.

ii) Risque de liquidité

Le risque de liquidité représente le risque que la Société éprouve des difficultés à honorer ses engagements lorsqu'ils viennent à échéance.

La Société gère ce risque par la gestion de sa structure du capital. En outre, elle gère le risque de liquidité en surveillant constamment ses flux de trésorerie réels et projetés.

iii) Risque de crédit

Le risque de crédit correspond au risque que la Société subisse une perte financière si une autre partie à un instrument financier n'est pas en mesure de respecter ses obligations contractuelles. Ce risque découle principalement de la trésorerie. La valeur comptable de ces actifs financiers représente l'exposition maximale au risque de crédit en date de ces états financiers.

Le risque de crédit sur la trésorerie est limité puisque les parties contractantes sont des institutions financières ayant des cotes de crédit élevées attribuées par des agences de crédit internationales.

12 CONFLITS D'INTÉRÊTS

Certains administrateurs de la Société sont aussi administrateurs, officiers ou actionnaires d'autres compagnies qui sont engagées dans le même secteur d'activités. De telles associations peuvent provoquer des conflits d'intérêts. Les administrateurs sont requis par la loi d'agir honnêtement, dans les meilleurs intérêts de la Société. Si un conflit d'intérêts survient à une réunion du conseil d'administration, tout administrateur en conflit dévoilera son intérêt et s'abstiendra de voter sur ce point.

Transactions entre parties liées

Les parties liées à la société comprennent les principaux dirigeants et les sociétés contrôlées par les principaux dirigeants comme il est expliqué ci-dessous.

Les opérations sont conclues dans le cours normal des activités de la Société et sont mesurées en fonction de leur valeur d'échange, qui est le montant de la contrepartie convenue entre les parties aux accords.

Transactions avec les principaux dirigeants

Transactions avec les sociétés contrôlées par les principaux dirigeants

	2016	2015
Charges opérationnelles		
Frais de consultant	6 000 \$	96 000 \$

Au 31 décembre 2016 et 2015, les dettes fournisseurs incluent des sommes à payer à des parties liées, respectivement de 198 883 \$ et 191 116 \$.

13 ÉVÉNEMENTS SUBSÉQUENTS

En 2017, la Société a obtenu des prêts d'actionnaires totalisant 37 000\$, dont 15 000\$ provenaient d'Administrateurs de la Société. En 2018, la Société a obtenu un autre prêt de 18 000 \$ d'un actionnaire. Ces prêts portent intérêt au taux annuel de 2% et viennent à échéance 18 mois suivant la date des prêts. La Société a l'option de rembourser ce prêt en argent ou en actions ordinaires au moment où les opérations sur titre seront possibles et que les conditions d'inscription à la Bourse de croissance de Toronto seront remplies.

Le 14 février 2017, la Société a utilisé une portion des prêts d'actionnaires afin d'effectuer un dépôt en fidéicommis d'un montant de 26 000 \$. Une partie de ce dépôt en fidéicommis a été utilisé dans les démarches de réadmission de la Société à la Bourse de croissance TSX. En janvier 2018, le solde restant a été rendu à la Société, qui a décidé de poursuivre elle-même ces démarches sans l'intervention d'un intermédiaire.

14. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Principales méthodes comptables

a) Instruments financiers

Les actifs et les passifs financiers non dérivés sont initialement comptabilisés à leur juste valeur, majorée des coûts de transaction directement attribuables.

Prêts et créances

Les prêts et créances sont des actifs financiers à paiements déterminés ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif. Ces actifs financiers sont initialement comptabilisés à leur juste valeur plus tous les coûts directement attribuables à la transaction. Après la comptabilisation initiale, les prêts et créances sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif, diminué des pertes de valeur.

La Société a classé l'encaisse comme prêts et créances.

L'encaisse comprend les soldes de trésorerie.

Passifs financiers

La Société a classé son découvert bancaire et ses créditeurs et charges à payer en tant que passifs financiers au coût amorti. Après la comptabilisation initiale, ces passifs financiers sont mesurés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

b) Dépréciation

Actifs financiers

Les actifs financiers sont passés en revue chaque date de clôture afin de déterminer s'il existe une indication objective de dépréciation. Un actif financier est déprécié s'il existe une indication objective qu'un événement générateur de pertes s'est produit après la comptabilisation initiale de l'actif et a eu une incidence négative sur les flux de trésorerie futurs estimés de l'actif financier, qui peut être estimé de façon fiable.

Le montant d'une perte de valeur sur un actif financier évalué au coût amorti correspond à la différence entre la valeur comptable de cet actif et la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs estimés et actualisés au taux d'intérêt effectif initial de l'actif. Les pertes sont comptabilisées dans le bénéfice (la perte) et portées en diminution des créances dans un compte de correction de valeur. Les intérêts liés à l'actif déprécié continuent d'être comptabilisés par le biais de la désactualisation.

Si le montant de la perte de valeur diminue à la suite d'un événement ultérieur, la diminution de la perte de valeur est reprise et le montant de la reprise est comptabilisé dans le bénéfice (la perte).

14. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

c) Provision, passifs et actifs éventuels

Une provision est comptabilisée si, du fait d'un événement passé, la Société a une obligation actuelle, juridique ou implicite dont le montant peut être estimé de manière fiable et s'il est probable qu'une sortie d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation. Le montant des provisions est déterminé par l'actualisation des flux de trésorerie futurs attendus, à un taux avant impôt qui reflète les appréciations actuelles du marché, de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques au passif. La désactualisation est comptabilisée en charges financières.

d) Produits financiers et charges financières

Les produits financiers comprennent les produits d'intérêts sur les fonds investis. Les produits d'intérêts sont comptabilisés lorsqu'ils sont gagnés dans le résultat net, selon la méthode de l'intérêt effectif.

Les intérêts reçus sont classés dans les activités opérationnelles dans les états des flux de trésorerie à la perte de l'exercice.

e) Capital social et bons de souscription

Actions ordinaires

Les actions ordinaires sont classées dans les capitaux propres. Les coûts marginaux directement attribuables à l'émission d'actions ordinaires et d'options sur actions sont comptabilisés en déduction des capitaux propres, après déduction de toute incidence fiscale.

Actions accréditatives

La législation fiscale canadienne permet à une société d'émettre des titres de placement à des investisseurs par lesquels les déductions fiscales relatives aux dépenses de prospection peuvent être réclamées par les investisseurs et non par la Société. Ces titres de placement sont appelés actions accréditatives. La Société finance une portion de ses programmes de prospection par l'émission d'actions accréditatives.

À la date d'émission des actions, la Société alloue le produit d'émission entre le capital social et l'obligation de remettre les déductions fiscales, qui est comptabilisée en tant que passif lié aux actions accréditatives. La Société estime la juste valeur du passif lié aux actions accréditatives selon la méthode résiduelle, déduisant le prix du marché d'une action ordinaire au prix d'une action accréditive à la date d'annonce du financement.

Bons de souscription

Les bons de souscription sont classés dans les capitaux propres dans la mesure où ils correspondent à des dérivés sur les instruments de capitaux propres de l'entité elle-même, qui seront réglés par la Société uniquement en échangeant un nombre déterminé de ses propres instruments de capitaux propres contre un montant déterminé de trésorerie. Dans le cas contraire, ils sont classés dans les passifs.

14. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

f) Transactions dont le paiement est fondé sur des actions

La juste valeur à la date d'attribution des droits à des paiements fondés sur des actions attribués à des membres du personnel, des directeurs, des consultants et des courtiers est comptabilisée comme charge, avec comptabilisation de l'augmentation du surplus d'apport qui en est la contrepartie, au cours de la période où les participants acquièrent des droits inconditionnels à des paiements fondés sur des actions. Le montant comptabilisé en charges est ajusté pour refléter le nombre de droits dont on s'attend à ce que les conditions de service soient remplies, de sorte que le montant finalement comptabilisé en charges dépend du nombre de droits qui remplissent les conditions de service à la date d'acquisition des droits. Pour les droits à des paiements fondés sur des actions assortis de conditions accessoires à l'acquisition des droits, la juste valeur à la date d'attribution du paiement fondé sur des actions est évaluée afin de refléter ces conditions, et les écarts entre les résultats attendus et les résultats réels ne donnent lieu à aucun ajustement.

Les accords de paiement fondés sur des actions aux termes desquels la Société reçoit des biens ou des services en contrepartie de ses propres instruments de capitaux propres sont comptabilisés comme des transactions dont le paiement est fondé sur des actions réglées en instruments de capitaux propres, indépendamment de la manière dont la Société a obtenu ces instruments de capitaux propres. La Société évalue les biens ou les services reçus et l'augmentation de capitaux propres qui en est la contrepartie, directement, à la juste valeur des biens ou services reçus, sauf si cette juste valeur ne peut pas être estimée de façon fiable, auquel cas la juste valeur sera établie indirectement, par référence à la juste valeur des instruments de capitaux propres attribués.

g) Impôt sur le résultat

La charge d'impôt sur le résultat comprend l'impôt exigible et l'impôt différé. L'impôt exigible et l'impôt différé sont comptabilisés dans le résultat net, sauf dans la mesure où ils se rapportent à un regroupement d'entreprises ou à des éléments comptabilisés directement dans les capitaux propres ou dans les autres éléments du résultat global.

L'impôt exigible est l'impôt qui devra vraisemblablement être payé ou récupéré au titre du bénéfice imposable ou de la perte déductible d'une année, d'après les taux d'impôt adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture, et il comprend également tout ajustement de l'impôt à payer relativement aux années antérieures. L'impôt différé est comptabilisé au titre des différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et des passifs aux fins de l'information financière et les montants utilisés à des fins fiscales. Aucun impôt différé n'est comptabilisé relativement aux différences temporelles suivantes : la comptabilisation initiale d'actifs ou de passifs dans le cadre d'une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et qui ne touche ni le bénéfice (la perte) comptable, ni le bénéfice imposable (la perte fiscale), ainsi que les différences qui se rapportent à des participations dans des filiales ou des entreprises contrôlées conjointement, dans la mesure où il est probable que ces différences ne s'inverseront pas dans un avenir prévisible.

Les impôts différés sont reconnus en tant que produit ou charge en résultat net sauf lorsqu'ils découlent de regroupements d'entreprises ou de transactions reconnues dans les capitaux propres. Par conséquent, lorsque les impôts différés sont liés à des composantes des capitaux propres, une recherche rétrospective est nécessaire afin de déterminer l'ajustement des impôts (par exemple, un changement des taux d'impôt ou un changement dans le montant des actifs d'impôts différés reconnus) qui devrait être reconnu en capitaux propres.

14. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

g) Impôt sur le résultat (suite)

L'impôt différé est évalué selon les taux d'impôt censés être appliqués aux différences temporelles lorsque celles-ci s'inverseront, en fonction des lois adoptées ou quasi adoptées à la date de clôture. Les actifs et passifs d'impôts différés peuvent être compensés si l'entité a un droit juridiquement exécutoire de compenser des actifs et passifs d'impôts exigibles, et si les actifs et passifs d'impôts différés concernent des impôts sur le résultat prélevés par la même administration fiscale, soit sur la même entité imposable, soit sur des entités imposables différentes qui ont l'intention de régler les passifs d'impôts exigibles et de réaliser les actifs d'impôt sur la base de leur montant net, ou de réaliser les actifs et de régler les passifs simultanément.

h) Impôt sur le résultat

Un actif d'impôts différés est comptabilisé au titre des pertes fiscales et crédits d'impôt inutilisés ainsi qu'au titre des différences temporelles déductibles, dans la mesure où il est probable que l'on disposera de bénéfices imposables futurs auxquels ces éléments pourront être imputés. Les actifs d'impôts différés sont examinés à la date de clôture et sont réduits lorsque la réalisation de l'avantage fiscal connexe n'est plus probable.

i) Résultat de base et dilué par action

La Société présente le résultat de base et le résultat dilué par action pour ses actions ordinaires. Le résultat de base par action se calcule en divisant le bénéfice ou la perte attribuable aux actionnaires ordinaires de la Société par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période, après ajustement pour tenir compte des actions auto-détenues. Aux fins du calcul du résultat dilué par action, le bénéfice ou la perte attribuable aux actionnaires ordinaires et le nombre moyen pondéré d'actions en circulation, après ajustement pour tenir compte des actions auto-détenues, doivent être ajustés pour tenir compte des effets de toutes les actions ordinaires dilutives potentielles, lesquelles englobent les bons de souscription et les options sur actions.

j) Nouvelles normes comptables, interprétations et amendements publiés mais pas encore entrés en vigueur

Les nouvelles normes et interprétations qui suivent ne sont pas encore entrées en vigueur et n'ont pas été appliquées dans le cadre de la préparation de ces états financiers.

i) Classement et évaluation des transactions dont le paiement est fondé sur des actions (modifications de l'IFRS 2)

Le 20 juin 2016, l'International Accounting Standards Board (l'« IASB ») a publié des modifications de l'IFRS 2, *Paiement fondé sur des actions*, en vue de clarifier comment doivent être comptabilisés certains types de transactions dont le paiement est fondé sur des actions.

Les modifications s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018. À des fins de simplification, les modifications peuvent être appliquées de manière prospective. L'application rétrospective ou anticipée est permise si l'information est disponible sans avoir recours à des connaissances a posteriori.

Les modifications fournissent des exigences relativement à la comptabilisation :

- des effets des conditions d'acquisition des droits et des conditions accessoires à l'acquisition des droits sur l'évaluation des paiements fondés sur des actions qui sont réglés en trésorerie;

14. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

- j) Nouvelles normes comptables, interprétations et amendements publiés mais pas encore entrés en vigueur (suite)

- des transactions dont le paiement est fondé sur des actions et qui comportent des modalités de règlement nettes concernant l'obligation légale relative aux retenues d'impôt à la source;
- d'une modification des modalités et conditions qui entraîne la modification du classement d'une transaction dont le paiement est fondé sur des actions et qui est réglée en trésorerie comme étant réglée en instruments de capitaux propres

La Société envisage d'adopter les modifications de l'IFRS 2 dans ses états financiers de l'exercice ouvert le 1^{er} janvier 2018. L'ampleur de l'incidence de l'adoption de la norme n'a pas encore été déterminée.

- ii) IFRS 9, *Instruments financiers*

Le 24 juillet 2014, l'IASB a publié la version complète de l'IFRS 9, dite IFRS 9 (2014).

La date d'entrée en vigueur obligatoire de l'IFRS 9 vise les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018, et l'IFRS 9 doit être appliquée rétrospectivement, sous réserve de certaines exemptions. L'adoption anticipée est permise. Le retraitement des périodes antérieures n'est pas exigé et il est permis uniquement si l'information est disponible sans avoir recours à des connaissances a posteriori.

L'IFRS 9 (2014) met en place de nouvelles exigences relatives au classement et à l'évaluation des actifs financiers. En vertu de l'IFRS 9 (2014), les actifs financiers sont classés et évalués en fonction du modèle économique selon lequel ils sont détenus et des caractéristiques de leurs flux de trésorerie contractuels.

La norme instaure des changements additionnels relativement aux passifs financiers.

Elle modifie également le modèle de dépréciation en introduisant un nouveau modèle fondé sur les « pertes sur créances attendues » pour le calcul de la dépréciation.

L'IFRS 9 (2014) comprend aussi de nouvelles règles générales de comptabilité de couverture, ce qui aura pour effet d'harmoniser davantage la comptabilité de couverture à la gestion des risques. Ces nouvelles règles ne modifient pas en profondeur les types de relations de couverture ni l'obligation d'évaluer et de comptabiliser l'inefficacité de la couverture. Toutefois, elles offriront un plus grand nombre de stratégies de couverture utilisées aux fins de la gestion des risques satisfaisant aux conditions d'application de la comptabilité de couverture et feront davantage appel au jugement dans le cadre de l'évaluation de l'efficacité d'une relation de couverture.

Des dispositions transitoires particulières ont été établies aux fins de l'application des nouvelles règles générales de comptabilité de couverture.

La Société envisage d'adopter l'IFRS 9 (2014) dans ses états financiers de l'exercice ouvert le 1^{er} janvier 2018. L'ampleur de l'incidence de l'adoption de la norme n'a pas encore été déterminée.

14. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

- j) Nouvelles normes comptables, interprétations et amendements publiés mais pas encore entrés en vigueur (suite)

- iii) IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*

Le 28 mai 2014, l'IASB a publié l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*. La nouvelle norme s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018. Son application anticipée est permise. L'IFRS 15 remplacera l'IAS 11, *Contrats de construction*, l'IAS 18, *Produits des activités ordinaires*, l'IFRIC 13, *Programmes de fidélisation de la clientèle*, l'IFRIC 15, *Contrats de construction de biens immobiliers*, l'IFRIC 18, *Transferts d'actifs provenant de clients* et la SIC-31, *Produits des activités ordinaires - opérations de troc impliquant des services de publicité*.

La norme prévoit un modèle unique qui s'applique aux contrats conclus avec des clients ainsi que deux approches de comptabilisation des produits : à un moment donné ou au fil du temps. Le modèle proposé consiste en une analyse en cinq étapes des transactions visant à déterminer si les produits des activités ordinaires sont comptabilisés, quel montant est comptabilisé et à quel moment il l'est. De nouveaux seuils ont été mis en place relativement aux estimations et aux jugements, ce qui pourrait avoir une incidence sur le montant des produits comptabilisés et/ou sur le moment de leur comptabilisation.

La Société envisage d'adopter l'IFRS 15 dans ses états financiers de l'exercice ouvert le 1^{er} janvier 2018 et n'anticipe pas d'impacts significatifs étant donné qu'elle ne génère pas de revenus pour le moment.

- iv) IFRS 16, *Contrats de location*

Le 13 janvier 2016, l'IASB a publié l'IFRS 16, *Contrats de location*.

Cette nouvelle norme s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019. L'adoption anticipée est permise pour les entités qui adoptent également l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*, à la date de l'adoption initiale de l'IFRS 16 ou qui l'ont adoptée avant cette date. L'IFRS 16 remplacera l'IAS 17, *Contrats de location*.

Cette norme instaure un modèle unique de comptabilisation par le preneur et oblige ce dernier à comptabiliser les actifs et les passifs liés à tous les contrats de location d'une durée de plus de 12 mois, à moins que la valeur de l'actif sous-jacent soit faible. Le preneur est tenu de comptabiliser un actif lié au droit d'utilisation de l'actif sous-jacent et un passif lié au contrat de location qui représente son obligation d'effectuer des paiements locatifs.

D'autres aspects du modèle de comptabilisation des contrats de location ont été touchés, y compris la définition d'un contrat de location. Des dispositions transitoires ont également été prévues.

La Société envisage d'adopter l'IFRS 16 dans ses états financiers de l'exercice ouvert le 1^{er} janvier 2019. L'ampleur de l'incidence de l'adoption de cette norme n'a pas encore été déterminée.

15 CONTRÔLE ET PROCÉDURES SUR L'INFORMATION À FOURNIR

En tant que Société émergente, la direction est composée d'un nombre limité de personnes-clés, ce qui crée une situation où la répartition des tâches est limitée et doit être compensée par une supervision plus efficace du chef de la direction et du chef des finances.

Il incombe à la direction d'Exploration Amseco Ltée. d'établir et de maintenir des processus nécessaires afin d'obtenir suffisamment d'information pour que le président et chef de la direction ainsi que le directeur des finances puissent attester qu'à leur connaissance, et avec la diligence dont ils font preuve, les documents annuels ne contiennent pas d'information fausse ou trompeuse concernant un fait important ni n'omettent de fait important devant être déclaré.

La direction atteste également que les états financiers trimestriels et les autres éléments d'information financière présentés dans les documents donnent à tous égards importants une image fidèle de la situation financière ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour ces périodes.

15.1 Perspectives

La direction continuera de gérer ses fonds de façon très rigoureuse en ayant comme premier objectif d'optimiser le rendement de l'investissement de ses actionnaires. La direction, dans l'application de sa stratégie de développement, tiendra compte des opportunités du marché, notamment et non limitativement de la possibilité de poursuivre des activités d'exploration minière ou encore de considérer les demandes de sociétés privées qui désirent devenir publiques et cherchent un véhicule corporatif public existant pour ce faire.

La direction a été approchée par quelques sociétés privées qui poursuivent cet objectif mais, compte tenu de l'interdiction de transactions qui affecte la Société dans les trois juridictions dans lesquelles elle est un émetteur assujetti (Québec, Alberta et Colombie-Britannique), la Société doit obtenir une levée totale de cette interdiction avant de poursuivre de telles discussions et saisir ces opportunités.

La continuité d'exploitation de la Société dépend de la découverte de nouveaux projets de toute nature et de sa capacité à obtenir le financement nécessaire pour s'acquitter de ses engagements et obligations dans le cours normal de ses activités. Si la Société ne parvient pas à identifier de nouveaux projets, son exploitation pourrait donc être compromise.

En date du dépôt du présent document, la Société a demandé la levée de l'interdiction de transactions afin de lui permettre d'utiliser tous les instruments financiers à sa disposition pour avoir accès à du capital, notamment par des placements privés, ou encore en poursuivant ses discussions avec des sociétés privées ayant des projets pouvant converger avec les intérêts des actionnaires de la Société et qui désirent utiliser son véhicule corporatif public afin de les mener à terme.

15.2 Responsabilité de la direction

Les états financiers 31 décembre 2016 et les autres renseignements contenus dans ce rapport sont la responsabilité de la direction. Ils ont été dressés conformément aux normes IFRS et ont été approuvés par le conseil d'administration.

16 AUTRES

16.1 Règlement 51-102 – Section 5.3

Une analyse détaillée des dépenses d'exploration encourues pour l'exercice clos le 31 décembre 2016 et le 31 décembre 2015 est présentée ci-après :

Coûts et dépenses d'exploration reportées

	2016	2015
Solde au début de la période	-	-
Acquisition, jalonnement et permis	-	-
Radiation des dépenses d'explorations reportées	-	-
Solde en fin d'exercice	=	=

16.2 Règlement 51-102 – Section 5.4

Information sur les titres en circulation (au 30 octobre 2017)

Actions ordinaires en circulation : **98 261 452**.

Bons de souscription et options de rémunération en circulation : **aucun**

Options en circulation	Options exerçable		Date d'échéance
75 000	0,225 \$	75 000	Janvier 2021
245 000	0,11 \$	245 000	Mai 2021
1 300 000	0,10 \$	1 300 000	Juillet 2021
2 350 000	0.05 \$	2 350 000	Décembre 2023
3 970 000		3 970 000	

(S) Jean Desmarais

Signature de Jean Desmarais, président et membre du Conseil d'Administration